Bureau du 17 septembre 2001

Décision n° 2001-0169

commune (s) : Lyon 5°

objet : **Acquisition du rez-de-chaussée et du sous-sol d'un immeuble situé 6, place Benoît Crépu et appartenant aux époux Maisonneuve**

service : Délégation générale au développement économique et international - Direction de l'action foncière - Service opérationnel - Subdivision nord

Le Bureau,

Vu le projet de décision du 7 septembre 2001, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le conseil de Communauté, par sa délibération n° 2001-0150 en date du 25 juin 2001, a délégué au Bureau une partie de ses attributions. Le dossier présenté ci-après entre dans le cadre de cette délégation.

La Communauté urbaine doit réaliser prochainement un parc de stationnement public sous la place Benoît Crépu à Lyon 5°, dont la construction et la gestion ont été confiées à la société d'économie mixte Lyon parc automobiles (LPA).

Pour des raisons d'urbanisme et d'architecture, les entrées et les sorties piétonnes de ce futur parc de stationnement doivent être réalisées dans le rez-de-chaussée d'un bâtiment existant situé 6, place Benoît Crépu à Lyon 5° et appartenant aux époux Maisonneuve.

Cet immeuble, élevé de sept niveaux, à dominante d'habitation est édifié sur une parcelle de terrain d'une superficie de 137 mètres carrés, cadastrée sous le numéro 117 de la section AK.

Aux termes du compromis soumis au Bureau, les époux Maisonneuve consentiraient à céder le rez-de-chaussée, d'une superficie d'environ 70 mètres carrés et le sous-sol dudit immeuble, biens libres de toute location ou occupation, le tout devant constituer un volume à créer dans le cadre d'un état descriptif de division, au prix de 500 000 F, soit 76 224,51 €, conforme à l'avis des services fiscaux.

Par ailleurs, ce projet implique des travaux rendus indispensables, dans l'appartement du 1er étage dudit immeuble, estimés à environ 300 000 F HT, ou 45 734,71 € HT, consistant principalement à l'enlèvement du plancher actuel, la pose d'une dalle en béton surélevée et la réhabilitation de l'appartement ;

Vu ledit compromis ;

Vu la délibération du Conseil n° 2001-0150 en date du 25 juin 2001 ;

DECIDE

1° - Approuve le compromis qui lui est soumis.

2° - Autorise monsieur le président à le signer ainsi que l'acte authentique à intervenir.

3° - La dépense résultant de l'acquisition ainsi que des frais d'actes notariés, évalués à 10 800 F (1 646,45 €), sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de la Communauté urbaine - exercice 2001 - compte 211 800 - fonction 824 - opération 0192.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,